

Questions orales

LES IMMEUBLES FÉDÉRAUX CONSTRUITS OU LOUÉS À LA SUITE D'APPELS D'OFFRES 1969-1972

Question n° 2073—M. McKenzie:

Au cours des années 1969 à 1972, pour chaque province, quels sont les édifices fédéraux qui ont été construits ou loués au moyen d'appels d'offres, et dans chaque cas, pour quelles raisons le contrat n'a-t-il pas été adjugé au plus bas soumissionnaire?

(Le document est déposé.)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

LA MAJORATION DU TAUX D'INTÉRÊT BANCAIRE PAR LA BANQUE DU CANADA—LES MOTIFS ET LES RÉPERCUSSIONS SUR LA DEMANDE D'EMPRUNTS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Finances, j'aimerais poser une question au premier ministre. Étant donné qu'on tente souvent de justifier le flottement du change en alléguant, entre autres, qu'il nous permet d'appliquer notre propre politique économique, le premier ministre peut-il nous expliquer très brièvement pourquoi la Banque du Canada s'est tant empressée, après l'augmentation du taux d'escompte de la Federal Reserve Board, à majorer le taux bancaire de ½ p. 100 à un moment où les taux hypothécaires au Canada dépassent déjà de beaucoup ceux des États-Unis?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, les taux des deux pays fluctuent quelque peu dans le même sens à cause surtout, je suppose, de la raison suivante: lorsque nos taux sont nettement inférieurs, les emprunteurs américains ont tendance à venir chercher des fonds ici pour les utiliser dans leur pays, ce que nous cherchons à décourager autant que possible. Je dois faire observer au chef de l'opposition que ces deux fluctuations ne se produisent pas nécessairement de façon parallèle. La Federal Reserve Bank a augmenté cinq fois son taux cette année, pour un total de 2 p. 100, tandis que la banque du Canada ne l'a majoré que trois fois, pour un total de 1½ p. 100.

M. Stanfield: En partant du principe que la majoration du taux d'escompte de la banque va se répercuter dans tout le système et rendre les emprunts plus difficiles à obtenir pour les petites entreprises et, naturellement, faire monter les taux d'intérêt hypothécaire, le premier ministre peut-il nous prouver d'une manière ou d'une autre que cette majoration entraînera effectivement une baisse de la demande de crédit bancaire au Canada de la part des sociétés canadiennes ou américaines?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, la preuve sera fournie par les faits et les données statistiques lorsqu'ils seront publiés. Le double taux d'escompte sur les prêts bancaires auquel le chef de l'opposition fait peut-être allusion, est en vigueur depuis environ un mois seulement, et il est donc trop tôt pour dire quel effet il aura, mais nous sommes certains que les banques suivent les directives du ministre des Finances.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, le premier ministre n'a peut-être pas compris la question que je lui ai posée. Je

[M. Godin.]

lui ai demandé s'il pouvait prouver d'une manière ou d'une autre que la majoration du taux d'escompte de la Banque du Canada entraînera effectivement une baisse de la demande de crédit bancaire au Canada.

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, le fait est que les prêts bancaires se sont accrus considérablement au cours de l'année, plus rapidement que pour la période correspondante de l'an dernier. Je ne puis fournir de preuve que la majoration a réduit le nombre de prêts ou le taux d'augmentation des prêts, mais c'est comme tous les médicaments, monsieur l'Orateur, en ce sens que si le taux d'escompte de la banque n'avait pas été majoré, il est probable que les prêts bancaires auraient continué de s'accroître.

M. Baldwin: Habituellement, vous essayez d'aller voir un bon médecin.

M. Fairweather: Vous devriez prescrire les mêmes médicaments pour tout le monde.

● (1420)

M. Stanfield: Ce qui découle clairement de la hausse du taux bancaire, c'est que les taux d'emprunt sur hypothèque vont augmenter, et par conséquent les difficultés des constructeurs domiciliaires; je demande donc si le gouvernement sera aussi disposé à venir en aide aux emprunteurs sur hypothèque qu'il l'est à majorer le taux bancaire.

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, il semble y avoir beaucoup de fonds disponibles aux fins des emprunts hypothécaires et si nous examinons les derniers chiffres, le taux annuel dans tous les domaines pour les mises en chantiers s'élevait à 273,000, chiffre qui se rapproche des 273,800 du mois précédent. Apparemment, il n'y a donc pas de pénurie de fonds destinés aux prêts hypothécaires.

LE GOUVERNEMENT ET L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AUX É.-U. QUANT AUX TAUX BANCAIRES—LA LUTTE CONTRE L'INFLATION ET LA POLITIQUE MONÉTAIRE

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, comme le ministre des Finances est absent, puis-je poser une ou deux questions au premier ministre? Comme, d'après ce qu'on me dit, les banques ont déjà porté leur taux préférentiel à 7¼ p. 100 aujourd'hui et comme je demandais mercredi, je crois, au ministre des Finances s'il autoriserait pareille hausse que les journaux annonçaient alors, le gouvernement et la Banque du Canada ont-ils l'intention de continuer à majorer le taux d'intérêt de base selon l'évolution de la situation aux États-Unis, de sorte que ces taux d'intérêt continueront à augmenter?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que l'on ait raison de conclure que nous agissons ainsi pour imiter les Américains. Le Canada est aux prises avec des difficultés économiques analogues à celles des États-Unis; nos objectifs en vue d'assurer une croissance économique ininterrompue et la réduction graduelle du chômage sont, me semble-t-il, pareils aux leurs. Ainsi, deux gouvernements qui poursuivent les mêmes objectifs sont susceptibles de faire à peu près les mêmes gestes; cependant, ainsi que je l'ai déjà dit en réponse au chef de l'opposition, la similitude s'arrête là.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre s'il faut interpréter les mesures prises par la Banque du Canada et le ministre des Finances, ainsi que les réponses que lui-même nous a données, comme un retour de son gouvernement à la politique de naguère qui